



## Comité Social d'Administration de la DSNJ

### Déclaration liminaire

Paris le 23 mai 2023

Madame la Directrice,  
Mesdames, Messieurs,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour le premier CSA de la DSNJ de ce nouveau mandat. Nous tenons à remercier les personnels qui par leurs votes, ont permis à l'alliance **Défense CGC** et **CFTC Défense** de siéger à nouveau dans cette instance de concertation.

Nous souhaitons la bienvenue à notre nouvelle directrice ainsi qu'à son adjointe. Il est rare que La direction soit entièrement renouvelée la même année, mais **Défense CGC** et **CFTC Défense** se veulent confiants sur l'apport bénéfique d'un regard neuf.

Madame la directrice, la chaîne du Service national et de la jeunesse n'a de cesse de s'adapter et d'évoluer depuis des décennies. Nous avons connu de multiples transformations de nos missions et outils de travail. Mais, pour **Défense CGC** et **CFTC Défense**, l'humain doit encore et toujours rester au cœur de nos préoccupations. Les attentes des personnels sont fortes, compte-tenu des dernières évolutions et changements de caps du gouvernement, sur la finalisation du projet de SNU. En effet, de substantielles évolutions de la JDC et des actions jeunesse pourraient advenir selon le format du SNU choisi. Aussi, nos personnels sont légitimement inquiets quant à la pérennité des CSNJ en métropole et outre-mer tels qu'ils sont armés aujourd'hui. Quelle place sera la nôtre au sein du MINARM dans le futur ? Combien de centres et de personnels risqueraient d'être restructurés ? A ce jour, nous sommes indéniablement tous dans le même brouillard.

Le SNU, toujours en phase de test depuis 2019, n'a toujours pas trouvé sa voie... Ce projet, promesse de campagne de notre président, ne rencontre pas l'accueil escompté de notre jeunesse en raison d'avis controversés sur son aspect obligatoire. Des agents de notre chaîne ont déjà expérimenté, à leurs dépens, des difficultés face à des jeunes non volontaires voire



Contact Défense CGC  
[reponse.diffusion@defense-cgc.fr](mailto:reponse.diffusion@defense-cgc.fr)



Contact CFTC Défense  
[cftcdefense@gmail.com](mailto:cftcdefense@gmail.com)

« réfractaires », notamment des mineurs poussés par leurs parents ou adressés par une institution qui en a la charge. Quid de l'adaptation et l'investissement exigés des personnels lors de modules JDM dans un contexte de discipline parfois défaillant ? A ce sujet, **Défense CGC** et **CFTC Défense** attendent toujours une reconnaissance pécuniaire pour ces interventions relevant clairement de « l'animation » avec son corollaire de responsabilités sur les épaules de nos agents...

Madame la Directrice, avec le projet de LPM 2024-2030 le budget de notre ministère devrait être supérieur à 413 Mds d'euros à terme, avec des augmentations d'environ 3 Mds par an. Nous sommes impatients de connaître les retombées pour nos personnels. Tous aspirent à plus de sérénité dans une ambiance particulièrement anxiogène.

**Défense CGC** et **CFTC Défense** attendent des arbitrages clairvoyants ; le temps de travail des 10 heures consécutives vient bousculer le contenu de la JDC **et** de la JDM. La multiplication de découchés, pour ne pas contrevenir au Code du travail, n'est pas la solution prônée par **Défense CGC** et **CFTC Défense**. La qualité de vie corrélée à la réduction des risques doit primer pour que nos métiers conservent une attractivité qui nous fait déjà bien souvent défaut.

**Défense CGC** et **CFTC Défense** ne veulent plus jamais voir un agent Chef de session, se retrouver devant un Tribunal Judiciaire et des parties civiles, **TOTALEMENT** seul, oublié de **TOUS**, pour avoir à se défendre d'avoir exercé ses missions.

Madame la Directrice, vous avez la responsabilité de diriger une chaîne dont l'avenir est incertain depuis plusieurs années, tout en pouvant vous appuyer sur des personnels qui devant l'adversité, sont flexibles et fiers de leurs missions malgré les risques. Ils répondent toujours présents, mais en ayant souvent le sentiment de n'être pas récompensés à la hauteur de leur engagement, notamment au regard des responsabilités exercées. Certes la DSNJ a fait évoluer certains postes de C en B mais trop de personnels de catégorie C sont contraints pour des raisons financières ou de perspective d'avenir professionnel, de se porter volontaires pour assurer le rôle de Chef de session JDC, palliant ainsi l'absence de catégorie B pour assumer cette fonction.

La confiance passe aussi par la prévention, la reconnaissance et le dialogue ; c'est pourquoi l'alliance **Défense CGC** et **CFTC Défense**, dans un esprit constructif, réitère sa demande de table ronde avec tous les partenaires pour que l'accord cadre soit réadapté en intégrant toutes les spécificités techniques, juridiques et compensatoires de nos missions JDC **et** SNU. Nous ne pouvons plus sursoir à acter ces phases d'expérimentation et/ou de transition JDC-SNU, en prévention de risques potentiellement majeurs pour les personnels sur lesquels reposent de lourdes responsabilités, et dont la majorité (Chefs de Session JDC ou Responsables JDM) ne mesure pas réellement les conséquences.

Merci de votre attention.



Contact Défense CGC  
[reponse.diffusion@defense-cgc.fr](mailto:reponse.diffusion@defense-cgc.fr)



Contact CFTC Défense  
[cftcdefense@gmail.com](mailto:cftcdefense@gmail.com)